

Opinion

Le mensonge, principale arme de guerre en Ukraine

Aram Aharonian

mercredi 16 mars 2022, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

26 février 2022.

Le monde craint que l'humanité soit au bord d'un conflit militaire majeur : terminal ? Aujourd'hui, non seulement nous assistons à une idéologisation et une partialité extrême dans la couverture des événements en Ukraine, mais aussi les mensonges et la manipulation de l'imaginaire collectif sont renforcés dans les réseaux sociaux et conduisent à l'hypertrophie d'une masse d'informations échappant à tout contrôle et contrôle.

Une fois de plus, les médias – y compris les réseaux sociaux – ont agi de manière traîtresse pour générer un conflit qui ne peut que profiter aux marchands d'armes et aux compagnies pétrolières transnationales, qui sont celles qui ont alimenté le conflit. La vérité est la première victime de la guerre, disait le grec Eschyle il y a plus de 2 500 ans. Aujourd'hui, nous savons que le mensonge est une arme de guerre.

Les médias hégémoniques installent la guerre dans l'imaginaire collectif, alors que le plus sensé serait de déplorer le conflit pour ce qu'il implique en termes de souffrance humaine et de destruction matérielle et d'insister non sur la compétition pour montrer qui est le plus fort, mais sur la nécessité d'une solution par le dialogue. C'est ce qu'ils appellent la guerre hybride, le mensonge comme arme et la vérité comme victime.

La couverture médiatique de la crise ukrainienne est imparfaite, ainsi que clairement raciste et préjugée, répétant des mantras russophobes fabriqués à Washington pour instrumentaliser la guérilla géopolitique et idéologique des « forces du bien », la civilisation occidentale, contre la « force du mal » : les Russes « communistes », les Caucasiens et les Eurasiens. Pendant ce temps, ils continuent d'omettre le profil d'extrême droite du président actuel, Volodymyr Zelensky, et les groupes d'extrême droite et néonazis qui participent et soutiennent le gouvernement. Une approche dissonante de la pensée unique dans un véhicule médiatique hégémonique comme le portail brésilien UOL, le vendredi 22 février, a été la publication d'une interview dans laquelle l'analyste politique américain Andrew Korybko affirme que « le Brésil et l'Ukraine ont été victimes de guerres hybrides » dirigées par les États-Unis dans le but de renforcer l'hégémonie unipolaire des États-Unis.

Dans ce drame, l'Occident (c'est-à-dire les États-Unis et les pays de l'OTAN) a tourné le dos à tout rôle constructif et a insisté pour utiliser la faiblesse transitoire de la Russie pour créer un monde unipolaire dirigé par Washington, en violant l'engagement de ne pas étendre le manteau militaire de l'OTAN vers l'est. Dans le prolongement de la guerre froide – nous croyions tous qu'elle était terminée, il y a trois décennies – l'Occident a insisté pour installer un gouvernement russophobe à Kiev, provoquant ainsi la rébellion des régions à majorité russe et déclenchant une sorte de guerre civile qui a servi de terreau au renforcement des groupes ultra-nationalistes et même néo-nazis qui ont imprégné les institutions ukrainiennes, y compris le gouvernement. Le coup d'État de 2014 à Kiev – qui a renversé le gouvernement de Viktor Ianoukovitch – qui s'est avéré être dirigé avec le soutien de Washington, a établi un État vassal plein d'armes et de gangs rampants, souvent composés d'admirateurs d'Hitler.

Yougoslavie, il y a deux décennies

Et si cette incursion russe est qualifiée de violation flagrante du droit international, comment qualifier les opérations de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie, le bombardement impitoyable de la Serbie et la proclamation effrontée de l'indépendance du Kosovo, alors république autonome du pays des Balkans ? Ne parlons même pas des violations américaines du droit international, de la souveraineté et de l'indépendance des peuples. Nous, peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, avons subi des dizaines de violations.

Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a souligné que « la question clé est maintenant : quel rôle les États-Unis ont-ils joué dans la crise ukrainienne ? » Il est irresponsable pour quelqu'un d'accuser les autres d'être inefficaces dans la lutte contre un incendie tout en mettant de l'huile sur le feu ».

Dans son message télévisé, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que son objectif était de démilitariser et de dénazifier l'Ukraine pour défendre les personnes qui ont subi du harcèlement au cours des huit dernières années, un génocide perpétré par le régime de Kiev, faisant allusion au harcèlement contre les citoyens russophones, et en particulier aux hostilités entre le gouvernement ukrainien et les territoires désormais reconnus par le Kremlin comme républiques indépendantes, Donietsk et Lougansk, dans l'est de l'Ukraine.

Les réactions de l'Occident ne se firent pas attendre : le président des États-Unis, Joe Biden, a assuré que sa nation tiendra tête aux voyous, et a qualifié Vladimir Poutine de tyran, affirmant qu'il sera désormais un paria sur la scène internationale, grâce à un nouveau menu de sanctions contre les dirigeants russes et leurs familles, et par le contrôle des exportations. Mais il a précisé sa position, réitérant qu'il n'enverrait pas de troupes américaines en Ukraine.

Le Chilien Luis Casado souligne que les Russes sont de si mauvais garçons qu'ils n'exigent même pas que l'Occident arrête d'organiser des guerres en Afrique, comme lorsque la France et la Grande-Bretagne, avec l'aide des États-Unis, ont bombardé la Libye en 2011. Ou comme lorsque, ensemble, ils ont bombardé la Syrie pendant cinq ans, avec la participation de 20 pays associés à l'OTAN. Ou comme la France, qui a fait la guerre pendant 14 ans au Mali, d'où elle vient d'être expulsée. « Ou encore d'organiser des coups d'État comme au Burkina Faso, où la France a fait assassiner Thomas Sankara. Par manque de place, je ne reviens pas sur la guerre en Afghanistan, ni en Irak, ni en Iran, ni au Yémen, ni en Somalie... Et ni, bien sûr, sur les innombrables coups d'État en Amérique latine », ajoute-t-il.

Chomsky et le déploiement des États-Unis en Europe de l'Est

Le 4 février, l'intellectuel américain Noam Chomsky a relaté l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, qu'il considère comme une clé pour comprendre le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine. Chomsky a déclaré au portail Truth Out que ce sont les gouvernements américains, et non l'OTAN en tant que tels, qui ont admis les pays d'Europe de l'Est comme nouveaux membres. Ainsi, l'entrée de ces nations s'est produite rapidement après que l'Allemagne démocratique a rejoint l'Allemagne fédérale.

Par la suite, les nations qui composaient le bloc socialiste européen ont rejoint l'OTAN : la République tchèque, la Hongrie et la Pologne (1999), la Roumanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovaquie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017) et Macédoine du Nord (2020). Rappelons que la France et l'Allemagne, pays clés au sein de l'Alliance, ont opposé leur veto à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, précisément pour éviter un conflit comme celui qui éclate finalement aujourd'hui.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré très clairement à l'ONU que « la poursuite de l'expansion de l'OTAN à l'est et le déploiement d'armes d'attaque qui menacent le territoire russe » étaient inadmissibles. Tout cela a été réitéré par le président Vladimir Poutine. Pour Chomsky, « il existe un moyen simple de faire face à un tel déploiement d'armes : ne pas les déployer. Il n'y a aucune raison de le faire. Les États-Unis disent qu'il s'agit d'armes défensives, mais la Russie ne le voit pas de

cette façon et avec raison. Alors que l'Ukraine tentait de désamorcer la situation, les États-Unis ont insisté pour jeter de l'huile sur le feu en ne répondant pas aux demandes de la Russie et en soulignant qu'une invasion était inévitable.

Certains analystes européens soulignent que l'impopularité croissante du président américain Joseph Biden et du Premier ministre britannique Boris Johnson agit comme un moteur et un catalyseur important de ce conflit, car tous deux ont l'intention d'accroître leur acceptation parmi les électeurs en faisant monter les tensions avec Moscou. Avec le gang de l'UE, ils recourent à la vieille astuce ukrainienne consistant à échapper à de graves problèmes internes en exacerbant au maximum un conflit de politique étrangère.

Sauver l'Ukraine d'une prétendue menace russe et d'une invasion imminente (dans trois mois) qui a été annoncée le lendemain est le mantra des deux dirigeants essayant de détourner l'attention de leur crise politique interne. Poutine n'a jamais accepté que l'Ukraine puisse être un État totalement indépendant, arguant que les Russes et les Ukrainiens forment un seul peuple et que Kiev n'a pas le droit d'ignorer mille ans d'histoire russe.

En juillet 2021, il a publié un article de sept mille mots - « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » -, qu'il a envoyé à tous les membres des forces armées russes dans un avertissement clair qu'un jour ils devraient assumer la mission de défendre cette interprétation de l'histoire. Poutine a réitéré ses idées lundi 21 dans son allocution télévisée.

Le mensonge, arme de destruction massive. La guerre cognitive

Le mensonge est une arme de guerre dans cette guerre culturelle de quatrième ou cinquième génération. La tâche est d'établir le mensonge, le canular, le faux ; potins sans corroboration dans l'imaginaire collectif, pour gérer les masses, attirer les électeurs par tromperie. Le mensonge est un mécanisme de destruction massive qui sert à disculper les hommes d'affaires et/ou politiques sans scrupules, criminels ou négligents de leurs responsabilités.

La guerre en Ukraine a commencé tôt dans la presse et sur les réseaux sociaux. Le discours constant pour saper la crédibilité de la Russie cherche à imposer que la version officielle de l'Occident est nécessairement véridique. C'est un format de désinformation. Justement, l'un des formats de la désinformation est d'accepter comme valable l'information officielle d'une des parties.

La guerre n'a pas commencé avec l'invasion russe ou avec les images largement médiatisées des chars en route vers Kiev. C'est ce que l'on voit à la télévision, où l'OTAN semble être un acteur de soutien dans les opérations, celles que même l'agence de presse américaine AP a qualifiées de « désinformation sur le conflit russo-ukrainien ». Non seulement de nouvelles formes de manipulation de l'imaginaire sont utilisées, mais aussi les précédentes subsistent.

Par exemple, la Fondation nationale américaine pour la démocratie, créée en 1983 par le gouvernement de Ronald Reagan pour financer des projets qui promouvaient la démocratie libérale pendant la guerre froide, poursuit son travail de construction de subjectivités politiques pour déstabiliser le pays, comme elle l'a fait il y a deux décennies avec les soi-disant guerres de couleur, en particulier dans plusieurs pays européens.

Or, la guerre cognitive, qui a déjà commencé à tester (au moins) l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord avec la crise en Ukraine, est un grand défi ; il altère, graduellement et subtilement, la compréhension et la réaction à certains événements. Tout cela a des effets néfastes à long terme, car cela a une portée universelle qui touche les individus, les États et les organisations multinationales.

Elle se nourrit, dans la plupart des cas, de techniques de désinformation et de propagande qui cherchent à épuiser psychologiquement les destinataires de l'information. Bien sûr, ces technologies et l'intérêt qu'elles suscitent ne sont pas nouveaux d'un point de vue militaire. Ce qui est intéressant, c'est que dans

ce cas, l'OTAN reconnaît qu'un tel vecteur stratégique fera partie des guerres de demain, avec la création de neuro-armes.

La connaissance peut facilement être transformée en arme. Les instruments de la guerre de l'information vont de pair avec les neuro-armes développées par la nouvelle technologie ; ce domaine devient donc un front de bataille du futur. Ceci est renforcé par les avancées rapides en NBIC (Nanotechnologie, Biotechnologie, Informatique et Sciences Cognitives).

Le fils à papa

En tant que membre du conseil d'administration de Burisma, la plus grande compagnie pétrolière et gazière privée d'Ukraine, Hunter Biden, le deuxième fils du président Joe Biden, gagnait 50 000 dollars par mois entre 2014 et 2019, lorsque son père était le numéro deux de Barack Obama, lorsque Burisma Holding avait l'autorisation d'exploiter les gisements de pétrole et de gaz de la péninsule de Crimée. Elle avait aussi l'autorisation d'effectuer des travaux dans les régions de Dnepropetrovsk, Donetsk et Kharkiv.

Évidemment, si l'accord avec la Russie pour le gazoduc Stream2 est interrompu, les bénéficiaires seront les compagnies pétrolières et gazières des États-Unis et d'Europe, comme les transnationales Shell et Chevron. Au cours de la dernière décennie, les entreprises américaines ont activement pénétré l'économie ukrainienne et le secteur pétrolier et gazier. Selon le département américain de l'énergie, l'Ukraine possède le troisième plus grand gisement de gaz de schiste en Europe (1,2 milliard de mètres cubes).

Depuis l'année dernière, Hunter Biden fait l'objet d'une enquête du principal procureur fédéral du Delaware sur ses impôts. Selon la presse, le FBI a lancé une enquête criminelle en 2019 qui reste ouverte et se concentre sur les accusations de blanchiment d'argent.

Dans un monde où la communication est devenue une matière première stratégique - encore plus rentable que le pétrole - et où l'économie de l'immatériel se négocie, la maîtrise d'Internet (et des réseaux sociaux) donne à ceux qui exercent le pouvoir un avantage stratégique, géopolitique, décisif. Semblable au pouvoir sur les voies de navigation planétaires qui, au XIXe siècle, a permis à l'Angleterre de dominer le monde.

Aram Aharonian est un journaliste et communicateur uruguayen, diplômé d'un Master en Intégration. Créateur et fondateur de TeleSur, il préside actuellement la Fondation pour l'intégration latino-américaine (FILA) et dirige le Centre latino-américain d'analyse stratégique ([CLAE](#)).

Traduction française de **Pedro Picho**.

Source : <https://estrategia.la/2022/02/26/la-mentira-principal-arma-de-guerra-en-ucrania/>.